

Débat musclé à propos des partenaires de *Développement et Paix*

Par René Tessier

L'organisme catholique canadien d'aide internationale *Développement et Paix* (D&P) traverse une période agitée. Créé par les évêques canadiens en 1967, D&P a vu récemment ressurgir contre lui une accusation qu'il croyait enterrée pour de bon : celle de complicité, par le biais de certains partenaires étrangers, avec des groupes et des individus qui préconisent l'avortement. À travers la vingtaine de groupes ciblés par des organisations pro-vie, l'un retient l'attention : le Centre PRODH, qui se définit d'abord comme étant au service des droits humains au Mexique. Il était jusqu'en mai dernier sous la responsabilité du père jésuite **Luis Arriaga**, dont les conférences prévues à Ottawa et Cornwall ont été annulées par D&P le printemps dernier à la demande de **M^{gr} Terrence Prendergast**, archevêque d'Ottawa et lui aussi de la Compagnie de Jésus. L'Organisation canadienne D&P a mis fin à son partenariat avec le Centre PRODH à la suite d'une recommandation du cardinal mexicain Norberto Carrera.

Une controverse qui perdure

Les premières dénonciations de D&P avaient émergé au printemps 2009; elles émanaient déjà, tout comme en 2011, du site Internet **LifeSiteNews**. Ce dernier a été mis sur pied en 1997 par *Campaign Life Coalition*, un regroupement pro-vie basé à Toronto. LifeSiteNews offre en effet une abondance de nouvelles autour de ses enjeux privilégiés : « la vie, la famille et la culture ». Il a activement combattu la légalisation du mariage des conjoints de même sexe au Canada et continue de suivre l'évolution de ce dossier aux États-Unis. Outre l'avortement et la contraception, les questions autour de l'euthanasie et du clonage humain retiennent aussi son attention. À vrai dire, LifeSiteNews ratisse très large : chaque évêque y voit ses positions passées au crible, tout comme chacun des éventuels candidats aux prochaines élections présidentielles des États-Unis.

Bref, l'enquête de LifeSiteNews avait identifié des partenaires de D&P liés à des campagnes « pour les droits des femmes » au Mexique, au Brésil et en Afrique. Deux évêques canadiens, **M^{gr} François Lapierre** (Saint-Hyacinthe) et **M^{gr} Martin W. Currie** (Saint John's et Grand Falls, Terre-Neuve et Labrador) se sont alors rendus au Mexique avec plusieurs collaborateurs pour enquêter sur le Centre PRODH et quatre autres organisations non gouvernementales (ONG) soutenues par D&P. Le rapport de ce comité spécial a, pour l'essentiel, blanchi les organismes en cause. Les rapporteurs relevaient toutefois que le Centre PRODH faisait partie d'une groupe d'organismes mexicains « ayant fait preuve d'imprudance en signant un rapport des Nations-Unies sur la situation des droits humains au Mexique,



PHOTO: DÉVELOPPEMENT ET PAIX

qui contenait des orientations non conformes à l'enseignement de l'Église catholique ». Le travail du Centre PRODH était encore contesté cette année; le directeur général de D&P, **Michael Casey**, a confié aux médias : « Un cardinal mexicain (lui) a fait part de certaines préoccupations au sujet du Centre PRODH. » On peut penser qu'il s'agissait du cardinal Carrera. En revanche, les trois supérieurs provinciaux des Jésuites (pour le Canada de langues française et anglaise, Haïti et le Mexique) ont tenu, par voie de communiqué, à affirmer publiquement et sans ambages leur appui au travail du Centre PRODH et du père Arriaga.

LifeSiteNews, dont nous avons parcouru tous les commentaires politico-religieux sur la Toile pendant plusieurs semaines, reproche aussi à D&P son « manque de transparence »; tout en reconnaissant avoir finalement reçu à sa demande une liste de ses nombreux partenaires, il ajoute que « ces renseignements échouent à fournir toute la liste demandée » (14-07-2011). Cet été, il a aussi épinglé au passage, parmi tant d'autres, un autre organisme canadien très respecté : *Free the Children*, l'organisation fondée par le jeune Ontarien Craig Kielburger.

De nouvelles modalités de contrôle?

Selon plusieurs sources qui se recourent, l'idée a été avancée que D&P exige un endossement écrit de l'évêque local avant de soutenir financièrement quelque projet que ce soit. Une telle politique existe, pour l'heure, dans trois diocèses canadiens, dont celui de Toronto, et certains voudraient l'imposer à la grandeur du Canada. La direction nationale de D&P avait même commencé à mettre de l'avant cette procédure le printemps dernier mais le Conseil national de D&P, à sa réunion de juin, s'y est opposé. Le projet d'un tel pouvoir discrétionnaire

tionnaire soulève rapidement des objections de fond : inapplicable dans les pays musulmans ou d'autres religions, très risqué quand on mesure à quel point certains évêques connaissent mal leurs ONG. Dans quelques pays latino-américains ou autres, l'épiscopat subit une importante pression financière de la part de quelques grands propriétaires et/ou peut difficilement appuyer par écrit des groupes socio-communautaires qui dérangent le pouvoir établi; ailleurs, surtout dans des contrées musulmanes, l'Église est continuellement exposée aux menaces et aux représailles. De plus, un regroupement de 42 universitaires, parmi lesquels le théologien réputé Gregory Baum, le syndicaliste Gérald Larose, Madeleine Gauthier de l'Institut national de la recherche scientifique, le théologien de Chicoutimi Florent Villeneuve et l'ancien ministre Jean-François Simard, s'est objecté publiquement aux nouvelles dispositions, considérées par eux « inacceptables ». Le Réseau Culture et Foi a fait part des mêmes objections dans une lettre à M^{re} Pierre Morissette, président de la CECC, lettre reprise sur le site Internet Cyberpresse (regroupant tous les grands journaux de Gesca, comme *Le Soleil* et *La Presse*). De l'autre côté, à notre connaissance, Campagne Québec-Vie est le seul organisme québécois qui exige une réforme à D&P mais il ne faut pas exclure l'effet de vague toujours possible de par la force des réseaux déjà constitués.

Peu après la prise de position du Conseil national de D&P début juin, c'est le Conseil permanent de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) qui est intervenu pour calmer le jeu. Les évêques membres du Conseil permanent ont réaffirmé dans une déclaration publique « leur attachement à l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix », comme l'avait déjà fait l'Assemblée plénière de la CECC en octobre 2010. Le communiqué du Conseil permanent spécifiait aussi : « Les évêques du Canada ont voulu et veulent toujours que D&P soit une œuvre animée par des laïques. Ils veulent que D&P continue sa mission comme organisation non-gouvernementale vouée au développement dans les pays de l'hémisphère sud et à l'éducation populaire dans les milieux ecclésiaux du Canada. » Cependant, le dernier paragraphe laissait ouverte la question des conditions d'approbation des projets de développement, évoquant un dia-

logue à poursuivre sur certaines questions. Le 4 mai dernier, on pouvait lire dans un communiqué de la CECC :

« Non seulement est-ce un droit pour l'évêque du lieu d'être consulté mais il y a là aussi une affaire de courtoisie : un évêque canadien n'en attendrait pas moins d'une agence catholique de l'extérieur qui voudrait travailler dans son diocèse. » Plus loin, on pouvait lire : « Dans les situations d'urgence où il faut agir rapidement et suivre des procédures plus simples, la CECC accepte que D&P demande plutôt conseil à la conférence épiscopale ou à l'agence Caritas du pays en cause. » (D&P constitue le bras canadien de Caritas internationalis).

Le témoignage de personnes engagées

C'est vraiment sur le dialogue qu'insiste **Charles-Eugène Bergeron**, le représentant des diocèses de Québec, Chicoutimi et Baie-Comeau au Conseil national de D&P. Désireux de mieux comprendre l'origine des questions adressées à son organisme, il a même pris part à titre purement personnel, en mai dernier, au congrès de Campagne Québec-Vie, où LifeSiteNews avait été invité. Il s'est aperçu que les critiques provenaient toujours d'une même source : « Personne chez eux n'a pris la peine de venir nous voir pour essayer de comprendre, encore moins d'aller vérifier sur place » (dans les pays en voie de développement). À l'instar d'autres membres interrogés, il y voit une culpabilisation par association, à partir d'une recherche effectuée surtout sur Internet, un mécanisme très rarement suffisant à lui seul. Il relève tout de même qu'au congrès de Campagne Québec-Vie, « les gens sur place avaient adouci le ton ». Mais il en garde l'impression que pour ces groupes qui défendent vigoureusement les valeurs traditionnelles et combattent activement avortement et contraception, « d'autres dimensions essentielles de la vie, comme la vie des communautés et leur intégrité culturelle, la dignité des personnes et la qualité de l'existence au quotidien, semblent vraiment moins importantes ». Il va jusqu'à se demander : « Serait-ce qu'ils convoitent une partie des sommes que nous récoltons annuellement et qui seraient libérées si nous étions discrédités ou écartés en Église? »

Surtout, Charles-Eugène Bergeron en appelle au dialogue : « Je souhaite vivement que les gens qui nous critiquent viennent voir ce que nous faisons, qu'ils prennent le temps de comprendre la complexité des situations auxquelles nous essayons de pallier, quitte parfois à opter pour le moindre des deux maux. » Il nous explique que le secours ponctuel ou immédiat, les secours d'urgence, ne peuvent constituer une politique d'aide appropriée : « Par exemple, regardez actuellement la Corne de l'Afrique (NDLR : principalement l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie) où on voit trop bien comment la désorganisation des sociétés aggrave sérieusement leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles. » Pour les organisations de solidarité internationale, la tâche principale se situe souvent en amont : il faut intervenir avant que ne surviennent sécheresses et épidémies.



PHOTO : VALÉRIAN MATAZAU

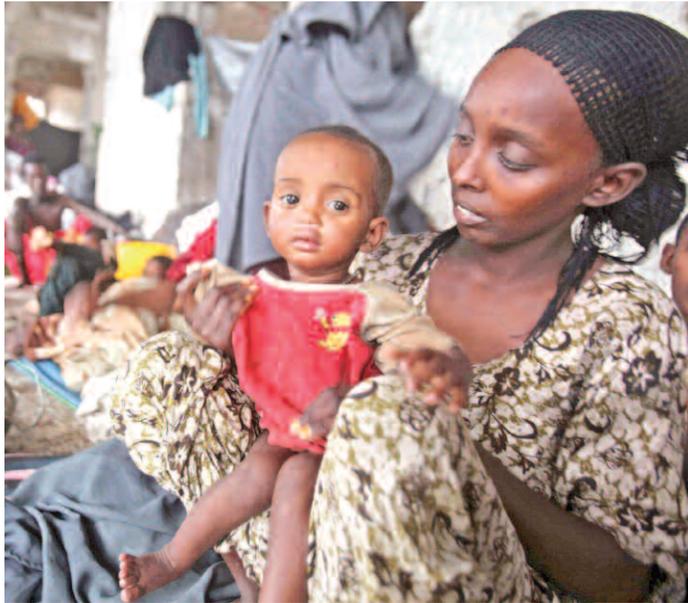


PHOTO-CNS

Nous avons contacté par courriel **John-Henry Westen**, cofondateur et éditeur du site LifeSiteNews. Celui-ci allègue que leur recherche ne s'est pas effectuée seulement sur l'Internet : « Nous avons commencé nos enquêtes sur les partenaires (de D&P) au Mexique, où nous avons un rapporteur sur le terrain; là-bas nous avons aussi trouvé plusieurs excellentes organisations catholiques, totalement pro-vie et impliquées dans un travail de développement, qui mériteraient pleinement d'être supportées. »

Pour tourner la page sur cette controverse, M. Weston souhaite que « D&P réaffirme sa position pro-vie et qu'il accepte de financer uniquement des organismes qui suivent l'enseignement moral de l'Église catholique, tout en ayant l'approbation de l'évêque local ». On ressent aussi chez lui une certaine amertume quand il accuse D&P de malhonnêteté dans ses communications, tant avec ses membres qu'avec les évêques canadiens. Il attend toujours une rétractation et des excuses pour un document interne ayant suggéré que LifeSiteNews serait « aligné » avec des groupes ou des individus qui recourent à la violence.

Une tempête en voie d'apaisement ?

Gabrielle Lachance, une résidente de Québec et ancienne directrice générale nationale de D&P, croit que la controverse devrait se dissiper. Elle se fait rassurante : « À D&P, nous n'avons jamais accepté de projet qui favorise l'avortement. » Du même souffle, Mme Lachance rappelle que la mission de l'organisme demeure « très axée sur la question des droits humains ». À cet égard, elle énumère quelques exemples : le soutien aux efforts pour instaurer un processus démocratique au Congo, la vigilance face aux entreprises de certaines compagnies minières au Pérou et dans les pays voisins, le travail pour améliorer le sort des femmes violées en Haïti, des travailleuses et travail-

leurs dans les *maquiladoras* (manufactures à très bas salaires) du nord du Mexique et l'appui à la prise en mains des autochtones en Bolivie... Elle nous fait valoir aussi que permanents et bénévoles de D&P se penchent régulièrement sur tous les documents ecclésiaux parus depuis Vatican II. Ainsi la dernière encyclique sociale parue, *Caritas in Veritate*, s'inscrit pour elle dans un continuum après tous les autres grands textes ecclésiaux en la matière, à commencer par *Populorum Progressio*. À l'instar des évêques canadiens, elle reconnaît que D&P constitue à la fois une organisation d'Église et une organisation laïque avec sa part d'autonomie. De plus, explique-t-elle, « les programmes acceptés par nous doivent aussi répondre aux critères très précis de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) » car cette dernière y contribue financièrement.

Pour Charles-Eugène Bergeron, représentant diocésain au Conseil national de D&P, c'est « certainement une bonne chose que les évêques soient informés le mieux possible de ce que nous réalisons et pourquoi nous investissons, d'ailleurs ça se fait déjà, ça pourrait se faire encore davantage ». S'il arrive parfois qu'une lettre d'appui soit demandée à l'évêque local, l'exiger systématiquement lui paraîtrait inapproprié : « Nous appuyons des projets précis jugés très valables, voire merveilleux, sans pour autant nous prononcer sur ce que peuvent penser tous les groupes concernés; du reste, nos partenaires font souvent partie de réseaux composites, parfois notre contribution ne dépasse même pas 10 % des coûts, alors prenons garde d'éliminer un grand nombre d'organismes qui veulent faire du bien. » Dans sa réception de l'encyclique *Caritas in Veritate*, il a remarqué que Benoît XVI fait l'éloge d'une charité « qui n'attend rien en retour »; dans cette perspective, sans jamais perdre de vue l'évangélisation, il faudrait accepter une certaine gratuité, « croire en la capacité des populations à se prendre en charge, à leur rythme et dans le respect de leur culture ». Si D&P supporte présentement la construction d'une école catholique sous la responsabilité d'une communauté religieuse en Haïti, tous les projets soutenus ne sont pas nécessairement catéchétiques, ils visent davantage la dignité humaine et un minimum de qualité de vie.

Il faudra vraisemblablement attendre l'Assemblée plénière des évêques canadiens, fin octobre, pour une position officielle de ceux-ci. En attendant, une pétition circule encore dans certains milieux pour réclamer « une réforme » de D&P. Mais du côté de cet organisme catholique, on ne sentait cet été aucune impatience, aucune agressivité. Le sentiment perçu tenait plutôt d'une sereine confiance, avec à la clef la conviction qu'à terme le dialogue amorcé permettra de mettre fin à la controverse. Une autre manière de dire sa foi en l'Esprit Saint? ●

Pour en savoir plus

Plusieurs liens pertinents sur notre site Internet : www.pastoralequebec.ecdq.org